



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2666  
6 septembre 2019  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



## **Retraites, emplois, salaires...**

# **Préparer la riposte du monde du travail**

**Rentrée  
scolaire**

**Les mensonges  
de Blanquer**

Page 5

**Urgences,  
maternités...**

**Malades  
de l'austérité**

Pages 10 et 11

**Violences  
faites aux femmes**

**La poudre aux yeux  
du gouvernement**

Page 3

**LEUR SOCIÉTÉ**

Grenelle des violences conjugales: des déclarations d'intention et rien d'autre! 3

Inégalités salariales femmes-hommes: les patrons n'ont rien à craindre 3

Pôle emploi: emplois fantômes, chômeurs réels 3

Logement: toujours plus cher, toujours plus rare 4

La Rochelle: pourquoi le chauffage coûte si cher 4

Saint-Denis: solidarité avec les familles expulsées 4

Rennes: urgence logements! 4

Agression de Villeurbanne: un drame révélateur 4

Écoles primaires: nombre de classes insuffisant 5

Lycée Angela-Davis La Plaine-Saint-Denis: rentrée impossible 5

Salaire des enseignants: l'entourloupe de Blanquer 5

Lycée Condorcet Saint-Quentin: économie de personnel 5

Le crash du vol Rio-Paris: la justice à la rescousse d'Airbus 8

Aigle Azur dépose le bilan: vautours en embuscade 8

Comment "vote" le grand patronat 8

Deliveroo - Bordeaux: « On est là pour manger, pas pour se faire bouffer! » 8

**DANS LE MONDE**

Allemagne: l'extrême droite continue sa percée 6

Hongkong: la jeunesse en première ligne 6

Italie: un nouveau gouvernement qui ne protégera pas de l'extrême droite 7

Algérie: poursuite du bras de fer entre le chef de l'armée et le mouvement populaire 7

Afghanistan: vers la paix des cimetières? 12

RDC: l'épidémie d'Ebola a déjà fait 2 000 morts 12

Venezuela: non au licenciement de José Bodas! 12

**ENTREPRISES**

Toyota - Onnang: aucune raison d'applaudir la direction 9

Transports urbains - Moulins: conducteurs et usagers en colère 9

Grève des pompiers: l'incendie ne s'éteint pas 9

Urgences hospitalières: à l'image d'une société en crise 10

Hôpital Lariboisière - Paris: pas de charité pour les plus pauvres 10

Arrêts maladie: travailler, c'est trop dur 10

CHU - Pointe-à-Pitre: la grève continue 11

Hôpital de Flers: les économies en accusation 11

**LUTTE OUVRIÈRE**

Fêtes régionales 3

Notre stand à la fête de L'Humanité 3

# Retraites: préparer la riposte du monde du travail

Alors qu'il affichait au début de l'été sa détermination à engager rapidement une réforme des retraites, le gouvernement a changé d'attitude. « On va prendre un an, un petit peu moins d'un an », a déclaré en fin de semaine le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin. Le même jour, tout en expliquant que le futur projet de loi serait « *présenté au Parlement lors des mois qui viennent* », le Premier ministre Édouard Philippe a insisté à son tour sur le fait qu'il fallait « *prendre le temps d'en parler* ».

Le ton et la méthode tranchent avec l'attitude provocante qui était celle de Macron et de ses ministres il y a un an. Entre temps, le mouvement des gilets jaunes et le large soutien dont il a bénéficié ont montré que le mécontentement des classes populaires est général et profond. Le gouvernement redoute qu'il ne se manifeste à nouveau à l'occasion de la réforme des retraites. C'est pourquoi il préfère la repousser au-delà des élections municipales de mars 2020.

Le ballet des rencontres entre représentants du patronat et des organisations syndicales va commencer les 5 et 6 septembre et un calendrier va être annoncé. À ces réunions dans les ministères, le gouvernement parle d'ajouter une « consultation citoyenne », peut-être à la façon du grand débat organisé pour servir d'étouffoir à la colère exprimée par les gilets jaunes.

Mais la concertation dont Macron et ses ministres nous rebattent les oreilles ces temps-ci se résume simplement: « Cause toujours, et à la fin je décide! » Le gouvernement n'a pas renoncé à s'attaquer aux retraites. En se livrant à cette mascarade, il cherche à obtenir la caution des confédérations syndicales et tente de faire croire que son projet bénéficie de l'assentiment de la population.

En juillet, le politicien de droite Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites et désormais membre du gouvernement, a rendu publiques les pistes envisagées: suppression des régimes spéciaux dont bénéficient encore certaines catégories, notamment dans la fonction publique; la pension ne serait plus calculée sur les 25 meilleures années ou les six derniers mois mais sur toute la carrière, ce qui entraînerait forcément une diminution, et ce calcul reposerait sur un système de points dont le gouvernement se

réserverait le droit de fixer la valeur; instauration d'un âge pivot à 64 ans pour obtenir une retraite pleine.

Macron a déclaré récemment que rien n'était décidé et qu'il préférerait « *qu'on trouve un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge* ». Mais augmenter la durée de cotisation revient à retarder l'âge du départ! Quel que soit le moyen utilisé, le résultat reste le même: faire travailler les salariés plus longtemps, ou les maintenir plus longtemps au chômage, puisque c'est la situation de près de la moitié des plus de 55 ans; et de toute façon, amputer les retraites de tous.

Le gouvernement prétend mettre en place un système plus juste mais c'est une justice à la sauce patronale, qui consiste à imposer une régression à toutes les catégories de salariés! La réforme que prépare Macron est un nouvel épisode dans la guerre menée au monde du travail par la classe capitaliste et les gouvernements à son service.

Pour accroître leurs profits dans un contexte de crise et de concurrence exacerbée, les capitalistes font reculer le niveau de vie des travailleurs par tous les moyens, en aggravant l'exploitation, la précarité et en imposant les bas salaires. De leur côté, quelle que soit leur couleur politique, tous les gouvernements n'ont cessé depuis des années de consacrer une part croissante des finances publiques à satisfaire les exigences du grand patronat et des banques. L'éducation, le système de santé, la retraite, tout ce qui est le plus essentiel pour les travailleurs est sacrifié pour favoriser les profits d'une minorité de riches bourgeois!

Des journées de mobilisation sont organisées contre cette réforme des retraites, dont celle proposée par la CGT le 24 septembre. Ce sont des occasions à saisir pour commencer la mobilisation contre l'ensemble des attaques.

Emplois, salaires, retraites: les capitalistes mènent la guerre sur tous les fronts. C'est collectivement, en tant que classe sociale aux intérêts communs, que les travailleurs pourront mettre un coup d'arrêt à cette offensive contre leurs droits et leurs conditions de vie. Nous sommes le nombre, nous faisons fonctionner la société, nous en avons la force si nous en avons conscience.

Montrons au gouvernement qu'il a raison de craindre les réactions de colère des travailleurs!



## Grenelle des violences conjugales : des déclarations d'intention et rien d'autre !

Mardi 3 septembre, au lendemain du 101<sup>e</sup> meurtre d'une femme par son conjoint depuis le début de l'année 2019, la secrétaire d'État Marlène Schiappa ouvrait en grande pompe un Grenelle des violences conjugales : réunions à Matignon et dans les départements, publicité pour le numéro d'urgence 3919, et surtout interviews à la chaîne pour laisser croire que ce sujet serait une priorité absolue du gouvernement. Mais il semble bien que cela se réduise à une grande opération de communication.

Le Grenelle est censé trouver des solutions. Mais des solutions, les associations de lutte contre les violences conjugales en ont déjà beaucoup qui ne peuvent pas être appliquées faute de moyens, notamment en ce qui concerne l'hébergement des victimes ou l'éloignement des hommes violents. Elles estiment qu'il faudrait au moins 500 millions d'euros pour engager vraiment les actions nécessaires, là où l'État ne consacre que 79 millions. Le gouvernement se gargarise des 73 postes de psychologues en commissariat annoncés pour tout le pays. Il reparle aussi du bracelet d'éloignement pour le conjoint violent... voté en 2009 et jamais mis en œuvre faute de décret d'application.

Schiappa se contente de faire la morale à la population et d'appeler à la vigilance de tout un chacun. Mais les cas ne manquent pas où des femmes ont cherché à se défendre contre un conjoint violent, ont tenté de prévenir la police, sans que les services de l'État ne fassent rien pour elles. Un tiers des femmes tuées en 2019 avaient déjà porté plainte sans que cela ne les protège !

Bien des femmes se battent déjà contre les violences qu'elles subissent. Mais elles ne trouvent pas les aides suffisantes du côté des institutions. Quant au gouvernement, non seulement il brasse du vent sans donner les moyens, mais pour le reste de sa politique, il continue à favoriser l'op-



pression des femmes. En aidant les patrons à les sous-payer, à les contraindre aux temps partiels, à les licencier plus facilement. Dans un système économique fondé sur l'exploitation, le gouvernement attise les divisions et la mise en concurrence entre hommes et femmes, comme entre jeunes et vieux ou entre travailleurs d'ici et travailleurs immigrés.

Si les droits des femmes ont avancé dans le passé, ce n'est pas grâce à des Grenelle mais aux luttes pour le droit à l'avortement, contre la tutelle des maris sur les épouses, pour l'égalité salariale.

Aujourd'hui comme hier, c'est la mobilisation des femmes et des hommes, dans le monde du travail et au quotidien, contre toutes les formes que prend l'inégalité entre les sexes, qui peut faire reculer cette oppression et, avec elle, la violence qui en est l'une des conséquences les plus barbares.

Claire Dunois

## Inégalités salariales femmes-hommes : les patrons n'ont rien à craindre

Les entreprises de 250 à 1 000 salariés ont obligation, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, de publier un index mesurant à quel point elles ne respectent pas la loi censée imposer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la première loi en ce sens datant de 1972. Un dixième des grandes entreprises de plus de 1 000 salariés ne l'a d'ailleurs toujours pas fait, six mois après en avoir eu l'obligation.

Les entreprises qui ne se donnent pas une bonne note ne prennent guère de risque : elles s'exposent à des sanctions seulement si elles n'annoncent aucune mesure dans les trois années qui viennent. Des annonces qui n'engagent pas à grand-chose...

Les femmes gagnent en moyenne 12 % de moins que les hommes à métier

équivalent pour des temps complets, et 25 % de moins en tenant compte des temps partiels et de l'inégale répartition des métiers. En demandant à ces grands patrons de se noter eux-mêmes, alors que ce sont eux qui décident du montant des salaires, le gouvernement agit comme s'il demandait à des voleurs de se juger eux-mêmes...

Lucien Déroit

## Pôle emploi : emplois fantômes, chômeurs réels



La direction de Pôle emploi a annoncé l'affectation de 1 000 agents supplémentaires comme « conseillers entreprises » d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ces conseillers, chargés d'aider les entreprises à recruter, ne conseillent pas directement les chômeurs, mais les employeurs. Et ils seront remplacés auprès des chômeurs par... des travailleurs en CDD ! Belle façon de démontrer que, pour l'État, la précarité des contrats de travail doit devenir la norme.

Cette annonce fait suite à une campagne gouvernementale et médiatique autour des 200 000 emplois qui seraient non pourvus dans le pays. Pour que ces emplois, s'ils existent, ne trouvent pas preneurs, il faut vraiment que les conditions en soient inacceptables, étant donné le chômage de masse qui touche le monde du travail aujourd'hui. Ce chiffre est monté en épingle pour faire croire que la principale cause du chômage serait le refus des chômeurs de travailler, comme si les responsables du chômage n'étaient

pas d'abord et avant tout les patrons licencieurs !

Cette campagne antichômeurs va bien au-delà des mots : entre le durcissement des sanctions début 2019 et la diminution des indemnités suite à la dernière réforme de l'assurance chômage au mois de juillet, c'est une véritable guerre qui est menée aux chômeurs. En faisant pression sur eux, le gouvernement et le patronat veulent contraindre tous les travailleurs à accepter des conditions de travail et de salaire de plus en plus dégradées.

C. D.

## AGENDA

### Fêtes régionales de Lutte ouvrière

#### Lyon

Samedi 21 septembre à partir de 17 heures  
Dimanche 22 septembre de 11 h 30 à 19 heures  
Espace Mosaïque à Saint-Priest  
47, rue Aristide Briand (route d'Heyrieux)

#### Toulouse

Samedi 28 septembre de 18 heures à minuit  
Dimanche 29 septembre de 11 heures à 18 heures  
Hall 8 du Parc des Expositions (accès par le pont Pierre-de-Coubertin)

### Notre stand à la fête de L'Humanité

Les 13, 14 et 15 septembre, Lutte ouvrière aura un stand à la Fête de L'Humanité.

Il sera situé avenue Olga-Bancic, près du Village du monde.

Des débats seront organisés chaque jour : vendredi à 19 heures, samedi à 16 heures et à 20 heures et dimanche à 12 heures et à 14 heures. Nathalie Arthaud animera celui du samedi à 16 heures et Jean-Pierre Mercier celui du dimanche à 14 heures.

Il y aura aussi une librairie avec des ouvrages sur le mouvement ouvrier et les publications de Lutte ouvrière.



## Logement : toujours plus cher, toujours plus rare

Deux chiffres récents illustrent la crise du logement : en août, le prix moyen du mètre carré à Paris a dépassé 10 000 euros ; en 2018 et 2019, la construction de logements en France a encore baissé, à moins de 400 000 par an, alors qu'il y a quatre millions de mal-logés.

La spéculation immobilière a continué à un rythme débridé à Paris et dans les villes limitrophes. Cela rend l'achat de leur logement quasi impossible pour les familles de milieu populaire et se répercute sur les loyers pratiqués dans la capitale et aux alentours. En cette période de rentrée, le loyer moyen d'un logement étudiant atteint 873 euros par mois à Paris... et ce « logement » peut consister en un studio de 9 m<sup>2</sup> avec les toilettes installées dans un placard de la cuisine ou en une chambre de bonne au 10<sup>e</sup> étage sans ascenseur.

La spéculation immobilière est portée par la pression des plates-formes de location, comme Airbnb, par la construction de nouvelles lignes de transport avec le Grand Paris, et plus fondamentalement par la pénurie générale de logements. Le manque de logements sociaux est

dramatique, à Paris, en région parisienne et dans bien d'autres grandes villes. À Paris en 2017, à peine 11 000 logements sociaux ont été attribués pour plus de 240 000 demandes!

La solution pour commencer à résoudre la crise du logement serait de réquisitionner les logements et immeubles inoccupés, en particulier quand ils sont détenus par des banques, sociétés d'assurances et autres spéculateurs. Ce serait aussi de lancer un programme massif de construction, quitte à réquisitionner des terrains pour cela, à créer un service public de la construction qui embaucherait directement les architectes et les travailleurs du bâtiment nécessaires.

Car le logement est une question trop importante pour qu'on laisse décider les lois du marché, c'est-à-dire l'avidité des capitalistes.

**Valérie Fontaine**

## Rennes : urgence logements !

Depuis le début de l'été, les pelouses du parc des Gayeulles ont été progressivement occupées par des migrants. Le campement regroupe aujourd'hui près de 400 personnes, dont 56 enfants, des malades...

L'immobilisme de la préfecture est choquant et devant cette situation dramatique, l'émotion de nombreux Rennais s'est traduite par des gestes de solidarité (fourniture de tentes, nourriture, sacs de couchage...). Mais cela ne résoud pas le problème, même si c'est indispensable. Il faut imposer à l'État qu'il trouve des solutions pour que tout le monde

ait des papiers et soit logé, pour que les malades soient soignés. Le 2 septembre, sur 48 enfants en âge d'être scolarisés, seuls deux l'ont été...

La manifestation du 31 août, qui a réuni près de 500 personnes, a été un succès. Il y a été décidé de manifester tous les samedis jusqu'à ce que la préfecture bouge.

**Correspondant LO**



## La Rochelle : pourquoi le chauffage coûte si cher

Un habitant du quartier populaire de Mireuil à La Rochelle a enquêté sur les tarifs exorbitants pratiqués par Dalkia, premier groupe privé français de réseaux de chaleur, auquel l'agglomération de La Rochelle a délégué le chauffage.

Le résultat de son enquête, livré par le journal Sud-Ouest, est que Dalkia a prêté à sa filiale chargée de l'exploitation 9,7 millions d'euros pour les travaux d'installation, à un taux de

6,27 %, que doivent en fin de compte rembourser les habitants de ces quartiers! Comme les intérêts courent sur 24 ans, ils vont payer plus de deux fois le prix de l'installation.

David Caron, vice-président LR de l'agglomération, interrogé sur de tels taux alors que l'État prête aux banques à 0 %, les justifie ainsi: ils rémunéreraient la « prise de risques ». Il est vrai qu'un voleur court le risque de se faire prendre. Mais pour Dalkia, qui bénéficie de la complicité des autorités, on ne peut même pas dire cela!

**Correspondant LO**

## Saint-Denis : solidarité avec les familles expulsées



Jeudi 29 août à 9 h, 15 familles syriennes, avec 38 enfants, ont été jetées à la rue par la police. Elles squattaient, parfois depuis deux ans, un immeuble appartenant à Freha, un bailleur social associatif issu du mouvement Emmaüs.

Ces logements abritaient auparavant des familles également démunies, pour un loyer de 150 euros. Des marchands de sommeil ont repéré il y a deux ans un appartement vide, l'ont occupé et ont chassé au fur et à mesure les autres résidents, avec des méthodes de voyous. Il y a deux mois, la dernière habitante en titre a vu son logement incendié. Contre 600 euros par mois, ces marchands de sommeil ont ouvert les appartements aux réfugiés syriens sans logis, sans papiers et sans droits.

Certains réfugiés sont là depuis six ans, d'autres ont eu des enfants après leur arrivée. Beaucoup d'entre eux

avaient le sentiment que, en ayant payé, ils avaient gagné le droit d'avoir un toit.

Les policiers les ont expulsés de manière très violente. Ils ont menacé les hommes au taser, les ont empêchés de prendre leurs affaires. Comme les riverains sont descendus dans la rue pour demander des comptes, le ton des policiers s'est adouci. Interpellé par les habitants, le représentant du bailleur social, présent, a été obligé de reconnaître que rien n'avait été fait contre les marchands de sommeil malgré ses dépôts de plaintes répétés. Il est certes bien plus facile de jeter des pauvres à la rue que d'enquêter sur des malfrats.

Les familles expulsées ont refusé de se séparer et ont organisé un campement dans un square à côté de leur ancien immeuble. La police est passée plusieurs fois pour les déloger mais les habitants ont fait valoir que, le square appartenant à la municipalité, c'est seulement sur injonction de la mairie qu'elles peuvent être évacuées.

Heureusement que des habitants du quartier ont apporté un soutien matériel, tentes, duvets, couvertures. Certains ont logé les enfants les plus jeunes. Lundi 2 septembre, des riverains bénévoles ont organisé un petit-déjeuner et ont accompagné les enfants pour leur premier jour d'école. La lutte pour le relogement de ces familles ne fait que commencer.

**Correspondant LO**

## Agression de Villeurbanne : un drame révélateur

Le drame qui s'est déroulé le 31 août à la gare routière et au métro Laurent Bonneval, à Villeurbanne, a déclenché une polémique odieuse. Sous prétexte que l'agresseur est un réfugié afghan, le Rassemblement national et la droite, par la voix d'Eric Ciotti, ont répandu leur poison xénophobe et islamophobe.

La folie meurtrière qui a frappé cet Afghan révèle surtout ce qu'ont subi certains réfugiés. Cet homme a fui la guerre en Afghanistan, livré aux passeurs, il a traversé clandestinement la moitié du globe, a erré à travers l'Europe. Il vivait dans un foyer à Vaulx-en-Velin. Il y a de quoi devenir fou! Ce fait divers a montré

un tout autre visage, réjouissant, de l'humanité. C'est le courage et le sang-froid des témoins, en particulier un chauffeur de bus, qui ont maîtrisé le forcené tout en empêchant qu'il ne soit lynché. Il aura peut-être échappé aux xénophobes que le chauffeur est un Lyonnais d'origine maghrébine...

**Correspondant LO**

## Écoles primaires : nombre de classes insuffisant

Michel Blanquer et Édouard Philippe en visite dans une école primaire des Hauts-de-Seine se sont glorifiés du bilan éducatif du gouvernement. Ils mettent en avant les dédoublements des classes de CP et de CE1 en zone d'éducation prioritaire.



Dans le pays, 10 800 classes de ces niveaux auraient un effectif de 12 élèves. C'est une évidence que l'apprentissage en général, et celui de la lecture en particulier, est facilité par la diminution du nombre d'élèves par classe.

Mais le gouvernement fait payer à tous les autres élèves ce progrès qui reste

trop partiel. En primaire, sur 250 000 classes au total, un quart accueillent plus de 25 élèves. À l'école maternelle, la moitié des classes sont également dans ce cas. Par exemple, lundi 2 septembre, les parents de l'école maternelle Jules-Verne de Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne) dénonçaient une moyenne de

31 élèves par classe suite à une fermeture.

Le dédoublement des classes en CP et CE1 nécessiterait, à lui seul, la création de 2 253 postes pour la rentrée. Comme les créations de postes sont inférieures à ce chiffre, les moyens ne suffisent pas à couvrir les besoins. Donc, les postes sont pris ailleurs.

Ainsi, 200 fermetures de classe sont prévues à la rentrée aussi bien en ville qu'en milieu rural, ce qui a comme conséquence de surcharger encore plus les autres classes, voire d'imposer des trajets importants à des enfants. À Choisy-le-Roi, les parents d'élèves occupaient l'école Victor-Hugo dès lundi 2 septembre, après l'annonce de la fermeture d'une classe qui aboutit à une moyenne de 27 élèves par classe pour l'école. En Seine-et-Marne, les parents étaient également mobilisés dans plusieurs villes contre des fermetures de classes, notamment à Émerainville et à Chelles.

Ainsi, au-delà des effets d'annonce, la politique d'économies du gouvernement l'amène à détériorer encore davantage les conditions d'éducation dans la majorité des écoles du pays.

Léna Pigalli

## Salaire des enseignants : l'entourloupe de Blanquer

Fin août, à entendre le ministre de l'Éducation nationale, on aurait pu croire que le salaire des enseignants allait augmenter de 300 euros en moyenne pour tout le monde.

Évidemment, il n'en est rien. L'augmentation sera de 20 euros net par mois, en moyenne. Pour ceux qui la toucheront, car les enseignants débutants, les plus mal payés, n'y auront pas droit.

Autant dire que cela ne compensera pas la perte de pouvoir d'achat des enseignants, qui depuis des années subissent, comme tous les fonctionnaires, le gel

du point d'indice ou le jour de carence en cas d'arrêt maladie. Ces attaques des gouvernements successifs ont amputé des salaires déjà pas mirobolants : au bout de quatorze ans de service, un professeur titulaire touche à peine 2 000 euros net.

Cette mesure résulte d'un accord signé en 2015, dont l'application avait été repoussée sous Hollande, puis une nouvelle fois après

l'élection de Macron. Blanquer s'en attribue le mérite, car il faut dire qu'il n'a pas grand-chose à mettre en avant.

Quant aux arguments sur l'équilibre des comptes publics et le trou que creuserait une augmentation conséquente des salaires du personnel de l'Éducation nationale, on les entend moins lorsqu'il s'agit de baisser les impôts des riches ou d'offrir du matériel neuf aux militaires!

Julie Lemée

## Le mensonge du ministre

Le ministre Blanquer a assuré qu'en maternelle les petits garçons seraient plus nombreux à être scolarisés que les petites filles, à cause du « *fondamentalisme*

*islamiste dans certains territoires* ». Les chiffres infirment ces propos. « *Les filles sont plus nombreuses à bénéficier de la scolarisation précoce* », note un service du

ministère.

Mensonges, démagogie antimusulmane, la recette des politiciens qui veulent faire oublier leur impopularité est toujours la même.

M.B.

## Lycée Angela-Davis La Plaine – Saint-Denis : rentrée impossible

Les enseignants du lycée Angela-Davis de La Plaine – Saint-Denis ont découvert à la rentrée que les conditions d'enseignement étaient bien pires que celles discutées en juin.

Ils ont décidé de ne pas commencer les cours tant que le rectorat n'aura pas accordé des moyens suffisants pour fonctionner normalement.

Contrairement aux autres lycées et collèges des environs, cet établissement n'a jamais bénéficié d'un classement en éducation prioritaire. Le rectorat s'en sert pour imposer des effectifs allant jusqu'à 35 élèves par classe, ce qui est le cas de toutes les premières générales. Il n'est même pas possible de dédoubler ces classes en français, alors que les élèves passent leur épreuve de bac en fin d'année.

Tous les projets pédagogiques (théâtre, ateliers sciences po...) sont condamnés, ce qui en dit long sur l'hypocrisie du ministère et du rectorat quand ils parlent de priorité accordée aux quartiers populaires.

Aucun poste complet

de vie scolaire n'a été créé alors que le lycée monte en effectif avec la création de cinq classes à la rentrée, et personne n'est nommé pour gérer le parc informatique qui est inutilisable en l'état. Des enseignants contractuels sont dans l'incertitude quant à leur maintien sur le lycée.

Une assemblée générale des enseignants et du personnel de la vie scolaire, le jour de la prérentrée, a décidé d'exiger le report de la rentrée tant que les conditions ne seront pas réunies, avec notamment la création d'une première générale supplémentaire. La grève a été votée pour mercredi 4 septembre, en l'absence de réponse du rectorat. Et les enseignants ont marqué leur opposition à la réforme du bac imposée par Blanquer, contre laquelle ils restent mobilisés.

Correspondant LO



## Lycée Condorcet Saint-Quentin : économie de personnel

Au lycée Condorcet, à Saint-Quentin dans l'Aisne, lors de la réunion plénière de rentrée, la direction a fait état du manque de personnel technique et a appelé les enseignants à être patients. Effectivement, il n'y a que quatre agents pour toutes les réparations dans les bâtiments, et deux informaticiens. L'établissement rassemble un lycée professionnel avec des sections industrielles et tertiaires, un lycée général et technologique. Il dispose d'un internat et d'une cantine centrale. Autant dire qu'il y a un grand nombre de locaux, de salles informatiques, de toilettes... Il y a quelques années, 12 personnes s'occupaient des réparations.

L'an passé, avec la fin des contrats aidés, l'effectif

pour le nettoyage des locaux avait fortement baissé. Au fil des départs à la retraite, mutations et restructurations, le personnel administratif a lui aussi diminué. Les enseignants ont également appris la fermeture prochaine de la reprographie pour les mêmes raisons. Le service fonctionnait grâce à des agents de service qui consacraient quelques heures à ce travail. Ces derniers dépendaient de la région qui refuse désormais de payer pour des tâches qui devraient être à la charge de l'Éducation nationale.

Alors ce n'est pas de patience dont il va falloir s'armer, mais de colère pour imposer des embauches en nombre suffisant.

Correspondant LO

## Allemagne : l'extrême droite continue sa percée

Le 1<sup>er</sup> septembre, les Parlements de deux Länder (régions) de l'est de l'Allemagne, le Brandebourg et la Saxe, étaient renouvelés. Ces élections étaient scrutées de près, car l'ex-RDA est devenue un bastion de l'extrême droite. Et les résultats ont malheureusement confirmé une nouvelle progression de l'AfD (Alternative für Deutschland), dans un contexte de forte participation électorale.

L'AfD est arrivée en deuxième position dans les deux Länder. Ainsi en Brandebourg, l'AfD atteint 23,5 %, à seulement 2,7 % derrière le SPD (sociaux-démocrates). La CDU (chrétiens-démocrates) arrive loin derrière, avec 15,6 %. En Saxe, l'AfD totalise même 27,5 % des voix, 4,9 points derrière la CDU. Le troisième parti, Die Linke (gauche dite radicale), est très loin derrière, avec 10,4 %, le SPD ne recueille plus que 7,6 % des suffrages.

Quand on compare ces résultats de l'AfD avec ceux des précédentes élections régionales en 2014, la progression est spectaculaire.

L'AfD a fait campagne notamment sur l'insécurité, répétant pour tenter d'en faire une vérité le mensonge « immigration égale insécurité ». Dans des régions riches en lignite et tandis que les autres partis envisagent la fin de l'exploitation de ce charbon, l'AfD seule

se prononce pour la poursuivre. Ce parti se donne ainsi l'image d'être le seul à s'intéresser au sort des mineurs et, plus généralement, des travailleurs. D'autant que trente ans après la réunification, le chômage reste plus élevé dans les Länder de l'Est et le niveau de vie plus bas. L'AfD se nourrit de tout cela et prétend même se poser en héritière des grandes manifestations qui en 1989 ont précédé la chute de la RDA.

Le pire n'est pas seulement que l'AfD soit plus forte à l'Est, elle y est aussi beaucoup plus radicale. Ses dirigeants appartiennent à la frange extrême de leur parti, qui ne cache pas ses affinités avec des groupuscules néo-nazis. L'AfD, qui n'existait pratiquement pas il y a dix ans, évolue donc à grande vitesse vers des positions toujours plus dures, entraînant avec elle une partie de la classe politique.

Quant aux deux partis gouvernementaux, SPD et CDU, ils continuent certes de subir des pertes, mais ils respirent, soulagés : arrivés en tête, ils pourront probablement continuer à gouverner chacun sa région, et c'est ce qui les préoccupe le plus.

Cela étant, former des coalitions ne va pas être facile : il faudra sans doute s'y mettre à au moins trois partis. Comme au niveau fédéral, la tendance à l'émiettement politique continue, entraînant une instabilité grandissante. Pour gouverner sans l'AfD, les partis se lancent dans des coalitions toujours plus hétéroclites. Ce qui donne du crédit à l'image antisystème que veut se donner l'AfD.

Enfin, et ce n'est pas non plus une bonne nouvelle, le parti qui a le plus perdu est Die Linke, né de la fusion d'éléments se voulant à gauche du parti socialiste à l'Ouest et de quelques héritiers du parti stalinien à l'Est. Lui qui recueillait encore autour de 25 % en ex-RDA il y a une quinzaine d'années, près de 19 % en 2014, il plafonne aujourd'hui autour de 10,5 % en Brandebourg et en Saxe. Ce n'est plus très différent de ses résultats à l'Ouest. L'une



Dresde, le 24 août, contre l'AfD : « #Indivisible, solidarité et pas d'expulsions », « solidarité avec les victimes de la violence de droite, raciste et antisémite ».

des raisons, en tout cas en Brandebourg, est l'usure du pouvoir, puisque Die Linke participe depuis dix ans au gouvernement avec le SPD. Il paye aussi son absence de perspective, comme de cohésion. Ce parti tient aujourd'hui du conglomérat de groupements, avec diverses tendances et plateformes. Pour regagner des franges de son électorat attiré par l'AfD, une partie de sa direction, avec notamment l'une de ses porte-parole, Sarah Wagenknecht, a multiplié des prises de position en faveur d'une immigration « maîtrisée », critiquant la politique de Merkel sur son choix d'accueillir les migrants. Elle a choisi de mettre en concurrence entre eux les plus pauvres, laissant

entendre que les précaires et chômeurs d'Allemagne payaient pour l'arrivée des réfugiés. Toute une partie de Die Linke s'insurge contre ses prises de position, défendant toujours l'ouverture des frontières et la liberté de circulation. Mais au total, et selon les endroits, Die Linke perd des voix dans toutes les directions, au profit de l'AfD bien sûr, mais aussi du SPD comme des Verts.

En face de la menace d'extrême droite, même aujourd'hui cantonnée aux élections, les partis de gouvernement ne sont d'aucune utilité. Seule la classe ouvrière, sur son terrain, aurait la force d'endiguer le flot montant de la réaction. Encore faudrait-il qu'un parti lui propose ce chemin.

Alice Morgen

## Hongkong : la jeunesse en première ligne

La chef de l'exécutif hongkongaise, Carrie Lam, a annoncé le 4 septembre que le projet de loi sur les extraditions de suspects vers la Chine allait être retiré. Ce texte était à l'origine de la mobilisation qui dure depuis plusieurs mois mais il n'est pas dit que ce retrait suffise à mettre fin au mouvement dont les revendications se sont élargies au fil des manifestations.



Celles-ci avaient pris un tour particulièrement violent le week-end du 31 août et 1<sup>er</sup> septembre, avec des affrontements entre jeunes manifestants et policiers. La veille, Carrie Lam avait fait arrêter trois députés et des anciens dirigeants du mouvement dit des parapluies, une contestation débutée le 31 août 2014, pour obtenir l'élection du Parlement local au suffrage universel. À l'occasion de cet anniversaire, elle a interdit toute manifestation politique. Équipés de casques, masques à gaz, cagoules mais aussi de barres de fer et de cocktails Molotov, dressant des barricades dans les rues huppées de la ville, des milliers de jeunes hongkongais se sont affrontés à la police. Celle-ci a usé de canons à eau additionnée d'un marqueur indélébile. Des images de policiers frappant à terre des usagers du métro envahi par les manifestants ont choqué. Plus de 900 manifestants ont été arrêtés depuis le 15 juin.

Lundi 2 septembre, jour de rentrée scolaire et

universitaire, un appel au boycott des cours était lancé tandis que des chaînes humaines se formaient devant des établissements scolaires. Les jeunes manifestants interviewés expriment leur détermination. Outre le rejet de la tutelle chinoise, ils évoquent leur avenir bouché faute d'emplois, l'impossibilité de se loger décemment.

Si la contestation semble toujours être populaire, les représailles contre les travailleurs qui ont fait grève, dans les transports publics, au sein de la compagnie aérienne Cathay Pacific ou encore parmi les 250 000 employés des banques ou des assurances, pèsent lourd. Le PDG de Cathay Pacific a dû démissionner pour avoir laissé les employés faire grève. Le gouvernement chinois a exigé la liste de tous les grévistes, désormais interdits de vol en Chine.

Jusqu'à-là plutôt silencieux, les patrons des grandes sociétés hongkongaises, britanniques ou chinoises, qui dirigent réellement Hongkong,

multiplient les menaces contre leurs salariés qui participeraient aux manifestations ou feraient grève. De leur côté, les dirigeants occidentaux, y compris Trump qui ne rate pourtant jamais une occasion de critiquer Xi Jinping, se contentent d'appels à « éviter les violences » ou à réprimer mais « avec humanité ». Le Medef a reçu l'ambassadeur de Chine à son université d'été mais sans parler de Hongkong.

Car cette crise qui dure depuis trois mois, en pleine guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, a fait chuter le tourisme de luxe. Elle a des effets visibles sur les transactions de la place financière mondiale qu'est Hongkong.

La jeunesse de Hongkong ne trouvera aucun soutien du côté de Trump, Johnson ou Macron, qui sont tout à fait prêts à faire des discours sur la démocratie, mais se préoccupent surtout de préserver les affaires et les profits des grandes entreprises dans la région.

Xavier Lachau

## Italie : un nouveau gouvernement qui ne protégera pas de l'extrême droite

L'Italie se dirige vers un nouveau gouvernement, issu cette fois d'un accord entre le Mouvement 5 étoiles (M5S) et le Parti démocrate (PD) de centre gauche. Les deux anciens ennemis y sont contraints s'ils veulent éviter les élections anticipées que Salvini, actuel ministre de l'Intérieur et dirigeant du parti d'extrême droite la Ligue, cherche à obtenir.



Di Maio (M5S) avec Giuseppe Conte.

Après les 35 % des voix obtenus par la Ligue aux élections européennes, en grande partie aux dépens de son allié le M5S, Salvini estimait qu'il était temps de retourner aux urnes pour donner à son parti les moyens de gouverner seul. Le premier ministre Giuseppe Conte a présenté la démission de son gouvernement. Depuis, les petites phrases rythment les

difficiles négociations entre le PD et le M5S pour aboutir à un nouveau gouvernement.

Du côté du PD, on explique que le M5S, complice des mesures les plus scandaleuses de Salvini contre les migrants, pourrait maintenant être un rempart contre l'extrême droite. Le M5S, qui a fait de la dénonciation de la corruption des vieux partis son seul argument politique,

est également à la peine pour convaincre sa base qu'un mariage de raison avec le PD, qu'il a surnommé « Parti des corrompus », soit maintenant nécessaire.

Les tractations sur la répartition des fauteuils ministériels ont été présentées comme autant de « batailles pour le programme ». Le M5S se proclame intraitable sur la réduction du nombre de parlementaires, tandis que le PD se fait le champion d'un « gouvernement vert » et d'une économie qui « redistribue plus aux plus pauvres ».

En réalité, la feuille de route du futur gouvernement est dictée par les intérêts de la classe capitaliste : il faut réduire le déficit du budget de l'État et faire baisser le spread, l'écart entre les taux d'intérêts allemand et italien, responsable de la plus ou moins grande confiance des investisseurs... S'adressant aux patrons du nord du pays, qui constituent en partie la base électorale de la Ligue, Renzi, ancien chef du gouvernement du Parti démocrate, a déclaré : « Vous n'avez rien à craindre d'un gouvernement qui naît pour éviter l'augmentation de la

TVA et faire baisser le spread. Si quelqu'un voulait vous faire du mal, sachez qu'on ne le soutiendrait pas. »

C'est sur le dos des classes populaires que se feront ces économies. Et alors que le chômage a encore augmenté cet été, il ne sera pas question de contraindre le patronat à quoi que ce soit. Cela n'a pas empêché Landini, le secrétaire du syndicat CGIL, de se prononcer en faveur d'un nouveau gouvernement Conte appuyé sur le PD et le M5S, dont il a chanté les louanges. Des organisations politiques de gauche comme LeU (libres et égaux) se rallient aussi à cet attelage, au nom de la lutte contre l'extrême droite.

Il est vrai que la mise en place de ce nouveau gouvernement annonce un répit pour les migrants et ceux qui les aident, qui n'auront plus à faire face à Salvini. Mais ce répit sera très relatif. Le M5S a cautionné Salvini. Quant au PD, lorsqu'il était au gouvernement, il a passé des accords honteux avec la Libye contre les migrants, préparant la voie à Salvini. Ces dirigeants utilisent eux aussi la démagogie antimigrants ou mettent en œuvre

une politique semblable.

Il faut empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, justifient le PD et le M5S. Mais contre celle-ci, ils proposent un accord de gouvernement bancal, visant surtout à leur éviter une déroute électorale annoncée. Ils répondent aussi aux désirs de la bourgeoisie, qui veut éviter une période d'instabilité risquée pour l'économie et souhaite que des mesures impopulaires puissent être prises sans attendre. En réalité, ce nouveau gouvernement continuera à alimenter le dégoût des classes populaires envers les politiciens et risque de faciliter encore la montée de l'extrême droite.

Pour stopper cette évolution dangereuse, dans laquelle PD et M5S ont une écrasante responsabilité, il serait fou de se reposer sur des combines parlementaires. Les travailleurs, les militants conscients du danger d'extrême droite, ne pourront s'y opposer qu'en mettant en avant leurs objectifs de classe, contre un gouvernement qui leur promet encore des coups et contre l'extrême droite.

Nadia Cantale

## Algérie : poursuite du bras de fer entre le chef de l'armée et le mouvement populaire

Alors qu'en Algérie le mouvement populaire est entré dans son septième mois, des cortèges ont encore parcouru les principales villes, vendredi 30 août, scandant des slogans hostiles à une élection présidentielle qu'organiseraient les hommes du système.

Chargé de mettre en place cette élection, le panel de personnalités initié par le président par intérim et formé par Karim Younes est rejeté par les manifestants : « Karim Younes à la poubelle », « Pas d'élections avec la bande ». Les manifestants ont aussi répondu au chef d'état-major, Gaïd Salah, appelant à une élection dans les plus brefs délais : « Y'en a marre des généraux », « Un État civil, pas un État militaire ».

Les espoirs de changement qui s'expriment depuis février sont loin d'être satisfaits. Manifester, circuler, se réunir, s'exprimer librement n'est toujours pas acquis. Bien que des manifestations aient lieu chaque vendredi et mardi à Alger, la loi qui interdit d'y manifester n'a toujours pas été levée. Le vendredi, l'accès au centre de la capitale est

rendu difficile par la suppression totale des trains de banlieue et par les barrages de gendarmes qui refoulent les voitures de manifestants venus d'autres villes. Depuis le 20 juin, l'interdiction du drapeau berbère, vécue comme une tentative de division par les manifestants à travers tout le pays, a conduit une quarantaine de porteurs de ce drapeau en détention.

En ayant fait arrêter des hauts responsables, des généraux et des grands patrons enrichis durant l'ère Bouteflika, Gaïd Salah dit avoir répondu aux exigences populaires. Si ces arrestations ont pu réjouir une partie de l'opinion, cela n'a pas dissuadé les manifestants qui y voient, à juste titre, des règlements de comptes entre clans rivaux et une tentative de leur jeter de la poudre aux yeux.

Et puis rien n'a changé

dans le quotidien des travailleurs et des classes populaires. Avec la crise qui s'aggrave, chômage et inflation sont repartis de plus belle. Les comptes des entreprises dont les patrons ont été arrêtés ont été gelés, mettant un certain nombre d'entre elles à l'arrêt et des centaines de PME qui en dépendent sont en faillite. L'emploi de dizaines de milliers de travailleurs est menacé, et il y a tous ceux qui n'ont pas été payés depuis des mois.

Les revendications sociales, jusqu'à présent à l'arrière-plan derrière l'idée qu'il fallait d'abord « dégager le système », sont toujours là. Cet été, dans plusieurs localités, des émeutes ont éclaté. La jeunesse revendique une vie meilleure, plus d'équité dans la distribution des postes de travail et des logements, du courant électrique de bonne qualité, et enfin d'être entendue et écoutée par les responsables.

Le 3 septembre, pour tenter de mettre fin à la crise politique, Gaïd Salah a annoncé une élection présidentielle

pour le 15 décembre. Rejetée par le mouvement populaire, celle du 4 juillet avait dû être annulée. Qu'en sera-t-il le 15 décembre ?

Divers regroupements de partis tentent d'apparaître comme des solutions de rechange. La plupart ont soutenu le système et sont discrédités auprès du mouvement populaire, que ce soit les Forces de l'alternative démocratique (RCD, FFS, PT, MDS,

PST) ou les Forces du changement autour des islamistes et d'Ali Benflis, ex-Premier ministre FLN.

Pour améliorer leur sort et en finir vraiment avec un système qui les a méprisés et opprimés, les travailleurs et les classes populaires devront compter sur leur force collective, sur leur capacité à l'utiliser et sur leur conscience.

Leïla Wahda



À Alger, le 30 août.

# Le crash du vol Rio-Paris : la justice à la rescousse d'Airbus

Le 1<sup>er</sup> juin 2009, le vol Air France 447 Rio-Paris s'abîmait en mer au large du Brésil. Sur 216 passagers et 12 membres d'équipage de l'A330-200, il n'y eut aucun survivant.

Mais comme la justice se hâte lentement dès que de gros intérêts sont en jeu, il a fallu dix ans avant qu'elle ne s'apprête à rendre sa décision sur l'affaire. En outre, il semble qu'elle s'oriente vers un non-lieu pour Airbus et Thalès, pourtant mis en cause dès le lendemain du drame, en n'accusant qu'Air France.

C'est ce qu'a requis le parquet de Paris cet été. Il a considéré qu'aucune «*faute pénale en lien causal avec l'accident ne peut être imputée au constructeur*». Cela a provoqué l'indignation des familles et proches des victimes qui viennent de répliquer en produisant un document accablant pour Airbus et son équipementier Thalès. Il concerne les sondes Pitot, trois petits appareils situés à l'extérieur du fuselage pour mesurer la

vitesse de l'avion. Or sur le vol AF 447, ils avaient tous givré et donc fourni des indications erronées aux navigateurs, ce qui avait provoqué le décrochage fatal de l'appareil.

Ce document intitulé «*Expertise d'une sonde Pitot*» date de novembre 2004. Élaboré pour Thalès, qui fabrique des sondes Pitot AA, il notait qu'au bout de 10 000 heures de vol en moyenne, celles-ci connaissent des dysfonctionnements du fait du givre. Ainsi, en 2008 –un an avant la catastrophe du Rio-Paris, dont les sondes affichaient 19 000 heures de vol!– on avait noté une recrudescence de tels «*incidents*» : onze en un an, dont huit pour Air France.

Alors que le moindre incident aérien et a fortiori accident est censé faire l'objet

d'une enquête et d'un suivi très stricts, Airbus, qui connaissait ces problèmes, se serait arrangé pour que l'autorité de surveillance de la sécurité du ciel en Europe, EASA, n'interdise pas les sondes incriminées.

Quant au parquet, son réquisitoire «*règle en cinq lignes*» la question des sondes, s'indignent les proches des victimes, dont les représentants s'étonnent que la trace même des fameuses sondes ait disparu du dossier judiciaire!

À l'heure où les ventes de Boeing, le concurrent d'Airbus, connaissent un gros trou d'air du fait de crashes répétés de son B737 Max, il semble hors de question pour les juges de faire de l'ombre au constructeur européen en reconnaissant qu'il ne fait pas mieux que son rival américain en matière de sécurité. Et pour la même raison : la course au profit, aussi meurtrière dans les cieux que sur terre.

**Pierre Laffitte**



## Aigle Azur dépose le bilan : vautours en embuscade

La compagnie aérienne Aigle Azur vient de déposer son bilan. Ce sont au moins 1 150 travailleurs, pour ne parler que des salariés directs de cette compagnie, qui sont menacés dans leur emploi.

Officiellement, Aigle Azur n'arriverait plus à payer notamment ses fournisseurs ni ses redevances à ADP (Aéroports de Paris). En fait, cette compagnie est probablement victime à la fois de l'appétit de ses divers actionnaires et d'une concurrence de plus en plus impitoyable dans le secteur aérien.

Malgré cela, et malgré le fait qu'Aigle Azur se dise en cessation de paiement, le rachat total ou partiel de la compagnie suscite bien des convoitises. Alors que d'éventuels repreneurs auraient jusqu'à mi-septembre pour se faire connaître, on cite déjà Air France ou encore Vueling, un groupe que créeraient d'anciens dirigeants d'Air France et de HOP, et sans doute EasyJet, Air Caraïbes, French Bee, sinon Ryanair.

Cela peut sembler faire beaucoup de monde autour d'une compagnie mal en point... si l'on oublie les

«*pépites*» qu'elle détient, pour reprendre un mot de la presse économique : les 10 000 créneaux de décollage et d'atterrissage qu'elle possède à Orly. Alors qu'il n'y en a plus aucun de disponible dans le second aéroport de la capitale, ces créneaux valent effectivement de l'or pour qui les raflera. Tout comme les nombreuses liaisons qu'Aigle Azur assure avec le Portugal, mais aussi entre la France et l'Algérie.

Plus d'un millier de travailleurs risquent de tout perdre dans la faillite d'Aigle Azur, mais celle-ci va à coup sûr rapporter gros, très gros même, aux actionnaires d'autres compagnies. Cela sans que cela s'accompagne d'un quelconque développement du trafic pour les créneaux qu'Aigle Azur céderait. Une image, vue du ciel, du parasitisme du capitalisme en général, et dans le transport aérien en particulier.

**P. L.**



Débris de l'avion à la dérive.

## Deliveroo - Bordeaux : "On est là pour manger, pas pour se faire bouffer!"

Dimanche 1<sup>er</sup> septembre, les coursiers Deliveroo qui livrent en vélo les repas préparés par les restaurants, ont manifesté à Bordeaux, comme dans plusieurs grandes villes de France.

Ils rejettent la tarification mise en place par Deliveroo le 30 juillet. En effet, le prix minimum fixé par la plateforme Internet pour une course a été abaissé à 2,50 euros. Un tarif divisé par deux sur une période de deux ans. Pour ce montant, le coursier doit effectuer un premier trajet jusqu'au restaurant, attendre parfois 20 minutes que le plat soit prêt, effectuer son

deuxième parcours, trouver l'adresse du client, ou sinon, attendre parfois plusieurs minutes jusqu'à ce que la plateforme contacte celui-ci, enfin lui monter le repas. Une course qui peut prendre entre 30 mn et une heure, même en centre-ville, pour un tarif vraiment «*à deux balles*», comme le dénonçait une pancarte dans l'un de ces rassemblements.

Ils prévoient d'aller vers une action nationale. Car ils sont de plus en plus nombreux à vouloir «*agir et ne plus subir*». Et ils ont raison!

**Correspondant LO**



## Comment "vote" le grand patronat

En janvier 2012, Hollande battait la campagne présidentielle en proclamant aux électeurs venus l'écouter : «*Mon ennemi, c'est la finance.*» Pendant ce temps, son ami et futur ministre Rebsamen allait en service commandé écouter les desiderata de représentants de quelques-uns des plus grands patrons du pays.

Fin août, deux journalistes du *Monde* ont décrit comment l'ex-patron du GAN et d'Air France, Bernard Attali, avait ainsi «*convié à un dîner secret*» une brochette de très grands patrons : Mestrallet (Suez), Clamadieu (Rhodia), Rodier (Pechiney), Weinberg (Sanofi), etc., ainsi que Rebsamen, pour

transmettre à Hollande ce qui ressemblait fort à leurs ordres.

«*Le message [qu'ils] me font passer, raconte Rebsamen, c'est : "Si Hollande est élu, dis-lui qu'on n'a qu'une demande à formuler : que Macron soit secrétaire général [de l'Élysée] à l'économie".*»

On connaît la suite.

En tout cas, cette anecdote rappelle que la bourgeoisie n'attend pas les élections pour se faire servir, car elle dispose en permanence d'une foule de réseaux, clubs, relais personnels et dîners discrets pour donner ses ordres aux membres de son personnel politique.

**P. L.**

## Toyota-Onnaing : aucune raison d'applaudir la direction

Les médias régionaux et nationaux ont relayé gratuitement la campagne de publicité de Toyota claironnant le recrutement de 500 CDD supplémentaires d'ici la fin de l'année, ainsi que le passage en CDI de 450 CDD en 2020.

Si cette annonce devient réalité, l'effectif de l'usine passerait à 4 500 en 2020 dont 3 600 CDI, pour 4 000 salariés aujourd'hui dont 3 150 CDI.

Les politiciens locaux applaudissent, la direction de l'usine se pose en bienfaitrice, Pôle emploi se coupe en quatre pour organiser le recrutement.

Mais quand l'annonce a été faite par le directeur aux salariés des trois équipes, réunis pendant le temps de travail par groupes de 500, les 28 et 29 août, les ouvriers sont restés de marbre... Au

point que le directeur a réclamé à plusieurs reprises des applaudissements, qu'il n'a pas eus!

Le travail est un des plus pénibles des usines automobiles de la région, usant rapidement les nerfs et les articulations, pour des salaires autour de 1 300 euros ne permettant pas de vivre correctement. En plus, les ouvriers savent qu'ils se sont fait rouler encore récemment sur la prime de participation, Toyota trouvant le moyen de ne pas déclarer de bénéfices dans cette usine pourtant

prospère et en pleine expansion. Et c'est aussi l'ambiance pesante, de crainte de sanction et de licenciement pour une vétille.

Dans la région, nombreux sont ceux qui préfèrent éviter de venir chez Toyota, s'ils le peuvent, au point que la direction recrute de plus en plus loin, à 80 km à la ronde, et même à l'île de La Réunion, d'où viennent 25 CDD récemment recrutés, vu que là-bas le chômage est encore pire qu'en métropole.

Correspondant LO

## Grève des pompiers : l'incendie ne s'éteint pas

Les pompiers, en grève depuis le 25 juin ont décidé de prolonger leur mouvement jusqu'au 31 octobre.

Depuis deux mois, dans la plupart des villes du pays, les casernes et les camions de pompiers sont recouverts de banderoles et d'inscriptions. Les pompiers mobilisés l'affichent par des slogans sur leurs t-shirts ou des brassards, alors qu'ils sont tenus d'assurer un service minimum, et ne font grève qu'à tour de rôle.

Ils dénoncent la baisse des effectifs, alors que le nombre d'interventions augmente énormément (20% en plus entre 2007 et 2017). Ils sont de plus en plus sollicités pour des interventions qui ne relèvent pas

de l'urgence, par exemple pour prendre en charge une personne en état d'ivresse dans la rue, ou transporter une femme enceinte qui ne trouve pas d'ambulance disponible. Certains réclament la mise en place d'un numéro d'appel d'urgence unique, afin de trier les appels à renvoyer ensuite vers le Samu, les ambulanciers, les pompiers, la police. Mais le principal problème est celui des effectifs, aussi bien chez les pompiers que dans les autres services d'urgence. Ils revendiquent aussi l'augmentation de la prime de feu et dénoncent le

nombre croissant des agressions dont ils sont victimes.

Mais, après deux mois de grève, « il n'y a eu aucune rencontre avec le ministre de l'Intérieur, aucun courrier, aucun contact », selon un responsable syndical. La seule proposition de Castaner a été la promesse de caméras-piétons qu'ils pourraient utiliser lors des interventions, ce qui ne fait pas l'unanimité parmi les pompiers. Le ministre cherche à minimiser la grève en prétendant que « seuls 5% des pompiers sont grévistes », pour ne surtout pas répondre au problème principal qui est celui des effectifs.

Hélène Comte



## Transports urbains Moulins : conducteurs et usagers en colère

À partir du 1<sup>er</sup> septembre, la société Keolis (en remplacement de RATP Dev) va être chargée du transport urbain dans l'agglomération de Moulins.

En juillet, par communiqué de presse, Keolis a expliqué qu'elle va « améliorer le fonctionnement du réseau » avec l'objectif « de faire préférer le bus aux habitants de l'agglomération plutôt que la voiture »!

Mais « faire préférer le bus » ne s'applique sûrement pas aux habitants de plusieurs quartiers de l'agglomération, puisque des arrêts sont supprimés. Ni non plus aux lycéens du lycée Jean-Monnet à Yzeure, puisque les horaires de bus ne sont plus adaptés à leurs heures de sortie. Quant aux utilisateurs du TAD (Transport à la demande) de la zone la plus proche du centre, en particulier les personnes handicapées, ils devront s'acquitter d'un titre de transport, qu'ils soient détenteurs ou non de la carte d'abonnement mensuel.

La nouvelle organisation va modifier les rythmes de travail matin/soir des conducteurs et entraîner des coupures de service le samedi et pendant les vacances scolaires, ce qui va allonger leurs journées de travail. Cela pourrait aussi entraîner une diminution de salaire avec la perte de la prime de repas de 60 euros

mensuels.

Usagers et conducteurs ont décidé d'organiser la riposte. Une pétition contre la suppression des arrêts a commencé à circuler. Elle a recueilli pour l'instant plus de 400 signatures. Un tract d'information a été rédigé et a circulé dans les bus, appelant les usagers à un rassemblement de protestation le jeudi 29 août. Plus de soixante personnes sont passées. Elles ont pu dire tout le mal qu'elles pensent du nouveau réseau de bus à une journaliste de la presse locale.

Une trentaine ont ensuite pris le bus pour aller retrouver le président de la communauté d'agglomération et maire de Moulins qui était en train d'inaugurer le nouveau dépôt de bus. Il ne s'est pas montré et a envoyé son directeur de cabinet. Mais, le lendemain, il a fait savoir que « des ajustements étaient toujours possibles ».

La colère des usagers et des conducteurs a donc eu un premier résultat. Ils sont d'ailleurs bien décidés à continuer de se faire entendre et une prochaine réunion est prévue pour s'organiser.

Correspondant LO

## Dans les Yvelines

À Magnanville, Houdan, Les Mureaux, Aubergenville, les banderoles des pompiers du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) s'affichent sur les ronds-points aux abords des villes pour préciser les revendications des grévistes.

Les pompiers dénoncent avant tout le sous-effectif. Et, au-delà de la prime de risque qu'ils veulent obtenir à hauteur de celle des policiers, ils s'inquiètent de la remise en cause de leur droit à partir à la retraite à taux plein à 57 ans, ce qui est la moindre des choses, vu leurs conditions de travail. Il est question de reculer cet âge à 62, voire 64 ans. Leur droit à se voir compter un an de cotisations en plus pour cinq ans d'activités serait attaqué, passant à un an pour dix ans.

Les pompiers du SDIS dénoncent le manque d'effectifs. Ceux d'Aubergenville

soulignent que le règlement leur impose d'être sept de permanence à la caserne (composée de treize professionnels et d'une soixantaine de volontaires, tous solidaires du mouvement). Les interventions se multiplient même en sous-effectif.

« Pompiers, taxi du Samu » dénoncent les grévistes, qui mettent en cause le manque de médecins de ville et l'appauvrissement de la population, de plus en plus privée d'un accès normal aux soins.

Correspondant LO



# Urgences hospitalières : à l'image d'une société en crise



**Après une douzaine de fermetures ces dernières années, il n'existe plus que 474 services d'urgences publics en France. Plus de la moitié sont en grève depuis près de six mois, tout en continuant à assurer les diagnostics et les soins des 21 millions de malades qui font appel à eux dans l'année.**

La ministre de la Santé, Buzyn, avait promis en juin le déblocage de 70 millions d'euros, consistant en une prime de 100 euros pour les soignants et 15 millions destinés à l'embauche de personnel en renfort

pendant l'été. Cette somme a été jugée insuffisante par le personnel mobilisé et le mouvement a continué de s'étendre.

En cette rentrée, pour désengorger les Urgences, Buzyn propose la mise en

place de « filières d'admission directe » pour les pensionnaires de maisons de retraite, avec incitation financière aux établissements qui feraient eux-mêmes diagnostic et transfert. En écho à la télé-médecine, il pourrait aussi s'instaurer des « vidéo-assistances » entre Ehpad et Samu, permettant, selon la ministre, d'éviter des hospitalisations pour des pathologies bénignes. Buzyn envisage de permettre au personnel paramédical des Urgences de faire des « gestes » médicaux comme prescrire une radio ou faire une suture, dédommagés par une prime de « coopération » mensuelle de 80 euros. Son projet de diplôme d'infirmier « de pratique avancée » ne se traduira en effet concrètement qu'en... 2022.

La ministre ressort même de la boîte à idées les « gestionnaires de lits » qui auraient pour tâche de gérer informatiquement et en temps réel la misère. En

aval des Urgences, en effet, il y a le manque de lits d'hospitalisation – des dizaines de milliers supprimés en dix ans – faute de personnel et non faute de malades potentiels. Des médecins urgentistes s'indignent depuis longtemps de devoir prendre du temps pour trouver un service d'hospitalisation, un lit.

Saupoudrer des primes ne répond pas à l'exigence de 300 euros par mois supplémentaires que réclame le personnel gréviste. Pas davantage à l'arrêt de la fermeture de lits qu'il exige, ainsi qu'à l'embauche des 10 000 travailleurs hospitaliers nécessaires. Sa prochaine rencontre avec des représentants du personnel des Urgences, à défaut de faire changer de position la ministre d'un gouvernement mandaté pour continuer à économiser sur la santé publique, risque de faire grimper d'un cran la colère.

**Viviane Lafont**

## Hôpital Lariboisière – Paris : pas de charité pour les plus pauvres

**À la Maternité de l'hôpital Lariboisière, une dizaine de femmes sans abri qui viennent d'accoucher sont hébergées de façon précaire dans le service, et ce depuis plusieurs semaines.**

La situation de ces femmes, dont le nombre a augmenté, pose de façon spectaculaire le problème du manque de foyers d'hébergement et de structures publiques face à la montée de la pauvreté dans les quartiers populaires.

Le manque de lits en Maternité, comme dans tous les autres services de l'hôpital, oblige le personnel à faire sortir les femmes de la chambre quelques jours après leur accouchement, afin d'accueillir de nouvelles patientes. L'hôpital étant tenu d'accueillir les mères au moins un mois

après l'accouchement, elles sont tolérées, mais dans des conditions de précarité indignes. Elles ont quelques chaises à leur disposition dans le hall des Urgences maternité, et une salle attenante, au milieu du personnel qui travaille. La nuit, elles dorment sur le sol. L'hôpital leur a laissé les berceaux de service et fournit du lait aux bébés et l'accès aux sanitaires pour elles et leurs enfants en bas âge qui les accompagnent, mais c'est tout. Tous les jours, les mères doivent appeler le service d'hébergement d'urgence, au 115. Il

vient parfois chercher une personne, mais le 115 étant lui-même débordé, il ne fait pas une priorité de leur cas, puisqu'elles sont au moins provisoirement hébergées à l'hôpital.

Le personnel soignant est attentif, et fait ce qu'il peut. Ainsi, les sages-femmes font souvent admettre les femmes sans abri dans le service très en avance. Le personnel fait face, mais se sent dépassé par la situation. Quant à la direction de l'AP-HP, elle met en avant l'ouverture récente de centres d'hébergement pour mères sans abri, mais leur nombre est évidemment insuffisant puisqu'ils sont déjà complets.

Laisser ces femmes dormir par terre à l'hôpital est

d'autant plus choquant que des services entiers étaient fermés tout l'été, avec des dizaines de lits inoccupés, et que des étages entiers de services ont récemment fermé mais sont toujours équipés. Même si cela devait être à titre provisoire, il serait tout à fait possible de les faire dormir dans un lit. Interpellée par les syndicats et le personnel sur cette situation, la directrice de l'hôpital a répondu que si on logeait ces femmes dans de meilleures conditions, cela « ferait un appel d'air ». Cela résume l'attitude de l'AP-HP et au-delà, celle des pouvoirs publics, dont le problème n'est pas de répondre à la détresse des gens, mais de les refouler.

**Correspondant LO**



### Dans nos bulletins d'entreprise

#### Le Vaires est vide

La direction organise de nouvelles réunions pour trouver des cheminots pour aller travailler dans l'atelier de Vaires-sur-Marne. Le travail y sera en 2x8, 7 jours sur 7 et deux week-ends par mois. Avec des conditions aussi enviables, on se demande en effet pourquoi la direction a tant de mal à trouver 50 volontaires...

*SNCF TPE – Noisy-le-Sec*

#### Cauchemar en cuisine

À l'escale, les chefs désignent parmi nous des agents qu'ils jugent « méritants » et les invitent au resto. C'est vrai qu'il y a du mérite à manger avec la hiérarchie sans avoir l'appétit coupé.

*SNCF – Strasbourg*

#### Trois, c'est pas quatre

Chez Acna (ménage avion), on avait l'habitude d'être au moins quatre par avion. On part désormais souvent à trois et il arrive même que le troisième soit appelé ailleurs en cours de route!

C'est la rentrée, la direction devrait retourner à l'école: elle confond addition et soustraction.

*Roissy CDG*

#### Les compteurs temps sont des conteurs d'histoires

Quand nous effectuons des dépassements d'horaires imposés, tout ce qui est au-dessus de 56 heures bascule dans notre compteur temps individuel.

Mais pas moyen de se faire payer ces heures et pas moyen non plus de prendre une journée quand nous le voulons. Les heures sont soi-disant à nous, mais c'est le patron qui s'est arrangé pour en disposer.

*SevelNord*

#### Qu'on ne nous raconte pas d'histoires

Huit machinistes ont travaillé avec nous tout le mois d'août en CDD. Il paraît que la RATP a du mal à recruter. Ça tombe bien, on en connaît déjà huit qui ne demandent qu'à rester.

*RATP bus – Thiais*

## Arrêts maladie : travailler, c'est trop dur...

Les travailleurs s'absentent de plus en plus souvent et de plus en plus longtemps de leur lieu de travail, comme le montrent deux études récentes.

Les arrêts maladie ont

augmenté de près de 15% en cinq ans. La moyenne par salarié testé est de 18,6 jours par an en 2018. Sans surprise, les femmes, les travailleurs les plus âgés, les non-cadres, les plus précaires s'arrêtent

davantage. Quant aux arrêts de longue durée, ils ont crû de 10% en un an et concernent de plus en plus les moins de 40 ans, surtout les travailleurs victimes de troubles musculosquelettiques sur des

postes durs.

Chaque jour, quatre ou cinq travailleurs sur cent s'arrêtent en maladie, à cause de la pénibilité. Embaucher pour diminuer celle-ci est contraire à la morale patronale, celle

du profit maximum. La preuve, six patrons sur dix ne remplacent pas les salariés absents suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

**V.L.**

# CHU – Pointe-à-Pitre : la grève continue

**Au CHU de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, les négociations entre les syndicats et la direction ont repris et des bruits courent sur un accord qui pourrait être signé prochainement.**

Pour l'heure, les agents de plusieurs services sont en grève. Certains, comme ceux des Urgences, le sont depuis le 11 juillet. Le piquet est toujours présent le matin devant la porte, pour filtrer les entrées et organiser le service minimum. Cela en dépit de la condamnation en référé des syndicats UGTG et CGTG à 1 000 euros par jour de prétendu blocage.

Depuis jeudi 29 août, des rencontres ont lieu avec la direction, mais rien n'avance véritablement concernant les revendications. Pour l'instant, il s'agit d'un état des lieux qui liste les multiples

problèmes des services : locaux insalubres et vétustes, matériel de toutes sortes faisant cruellement défaut, insuffisance des effectifs de soignants. Les problèmes récurrents depuis de nombreuses années ont été aggravés par l'incendie survenu fin 2017.

Les 20 millions d'euros d'aides alloués par l'État, qui sont passés de prêt à dotation suite à la manifestation du 1<sup>er</sup> août, ont servi à commander du matériel qui n'est pas encore arrivé. Mais, comme le dénoncent les grévistes, à quoi servirait du matériel neuf dans des locaux

inexistants, inadaptés ou insalubres? Par exemple, la Néonatalogie et la Réanimation néonate, qui traitent les prématurés et les bébés fragiles, sont installées depuis l'incendie dans un sous-sol mal isolé d'un établissement voisin, la Polyclinique.

Jeudi matin, des militants de la CGTG, dont une gréviste du CHU, se sont rendus dans la zone industrielle de Jarry, à la rencontre d'autres salariés. L'échange a été bénéfique et

les travailleurs rencontrés se sont surtout renseignés sur la façon dont ils peuvent apporter un soutien aux grévistes.

Rendre le CHU fonctionnel et sûr sans attendre l'achèvement de la construction du nouvel hôpital, prévu au minimum d'ici trois à quatre ans, nécessite un investissement conséquent que l'État ne lâchera pas sans une forte mobilisation des agents et de la population. Les deux grandes

manifestations de soutien aux grévistes du CHU des 1<sup>er</sup> et 13 août, qui ont rassemblé chacune plus de 3 000 personnes et un meeting de plusieurs centaines de personnes devant le CHU, ont montré ce soutien populaire et inquiété la direction du CHU, l'ARS et l'État. Il est sûr que ces mobilisations et la détermination des grévistes pèseront dans le résultat des négociations.

**Marie-Céline Deshauteurs**



Lors d'une précédente manifestation.

# Hôpital de Flers : les économies en accusation

Un cadre de l'hôpital de Flers, dans l'Orne, a mis fin à ses jours sur son lieu de travail. Le quotidien *Ouest-France*, sur la base sans doute de déclarations provenant de la direction de l'hôpital, s'est exprimé de déclarer dans son édition du 23 août que « rien ne permet d'établir de lien entre les

*circonstances du drame et les conditions de travail de ce cadre de santé* ».

Cela a eu pour effet de faire réagir la famille de la victime et ses collègues de travail, qui demandent que le suicide soit reconnu en accident du travail.

Dans une lettre adressée au quotidien, ils dénoncent

« les conditions de travail, le harcèlement et la maltraitance institutionnelle qui ont provoqué le décès » de ce cadre de santé, en poste à l'hôpital depuis une vingtaine d'années.

Mi-juillet, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales du site, 150 personnes avaient

manifesté devant l'hôpital pour protester contre les fermetures de lits, le manque de moyens, les départs réguliers de médecins et les équipes débordées.

En 2018, le cadre de santé s'était arrêté plusieurs semaines pour un burn-out. Ne supportant plus les conditions de travail qui lui

étaient imposées, il avait demandé sa mutation dans un autre hôpital.

Une chose est sûre : ce fait tragique est une mise en accusation supplémentaire de cette politique d'économies à outrance et de rentabilisation des hôpitaux.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos**  
[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Afghanistan : vers la paix des cimetières ?

**Le 2 septembre, les représentants des États-Unis et ceux des Talibans annonçaient qu'un accord de paix était en bonne voie en Afghanistan. Deux heures après une bombe éclatait à Kaboul, la capitale afghane, tuant près de vingt personnes à proximité du quartier réservé aux étrangers pourtant transformé en forteresse.**

Le même scénario, déclaration des négociateurs suivie d'un attentat meurtrier, s'est déjà déroulé à plusieurs reprises depuis dix mois que Talibans et Américains parlementent. Les bombes sont un élément du rapport des forces, entre les Talibans et les États-Unis comme entre les différentes nuances de Talibans, les factions concurrentes et même le gouvernement croupion.

En 2001, prétendant aller chercher les auteurs de

l'attentat du 11 septembre, les États-Unis avaient envahi le pays, chassé les Talibans et installé à Kaboul un gouvernement à leur dévotion. Le président Bush avait alors reçu l'appui de tous ses alliés, dont la France. À ceux qui n'étaient pas convaincus par l'efficacité de cette guerre contre le terrorisme, en France notamment, les gouvernements avaient servi le prétexte de la lutte pour le progrès humain et la civilisation, lutte qui

nécessitait selon eux l'élimination des Talibans par les militaires occidentaux. Les uns et les autres passaient sous silence le fait que les islamistes talibans, comme bien des groupes terroristes, avaient débuté avec la protection et le financement américains, dans le cadre de la lutte contre l'Union soviétique.

Il apparut rapidement après l'intervention que les bombardiers et les commandos étaient bien incapables d'apporter la paix, que l'impérialisme ne trouvait que des corrompus pour se mettre à son service et que les Talibans, les chefs de guerre et les clans trafiquant l'opium continuaient à prospérer. Les États-Unis ont, à ce jour, dépensé pour

mener cette guerre plus de mille milliards de dollars, tombés en grande partie dans les coffres des marchands d'armes et des compagnies militaires privées, sans pouvoir prétendre avoir réglé quelque problème que ce soit. Les exactions, y compris contre des civils, sont innombrables, le terrorisme n'a jamais cessé.

La diplomatie américaine a donc, presque depuis le début de la guerre, sans cesse hésité entre le renforcement de la présence militaire ou des négociations pour pouvoir se dégager sans trop perdre la face. Mais on ne peut négocier qu'avec des forces réelles, c'est-à-dire en l'occurrence avec les milices armées les plus puissantes, celles des

Talibans. Ce n'est pas la première fois que de telles négociations sont engagées et rien ne dit que celles-ci vont aboutir. Mais, quoi qu'il en soit, les États-Unis envisagent donc de rendre le pouvoir à ceux qu'ils prétendaient combattre, les Talibans intégristes, spécialistes des exécutions publiques, de l'enfermement des femmes, de la déscolarisation des fillettes, de la culture du pavot et extrêmement tolérants à l'égard des groupes terroristes internationaux. Ils le leur rendraient après dix-huit ans de guerre, la plus longue menée par les États-Unis et après avoir dévasté un pays qui figurait déjà parmi les plus pauvres de la planète.

**Paul Galois**



OMAR SOBHANI REUTERS

## Venezuela : non au licenciement de José Bodas !

**José Bodas, militant ouvrier trotskyste, travaille chez PDVSA, Pétrole du Venezuela SA, depuis 31 ans. Il est menacé de licenciement car il a toujours défendu les intérêts des travailleurs en s'opposant au patronat, à la droite et aux manœuvres impérialistes, mais aussi en dénonçant les attaques antiouvrières du régime chaviste.**

Bodas est un ouvrier de la raffinerie Puerto La Cruz, dans l'État d'Anzoátegui. C'est le secrétaire général de la Fédération unitaire des travailleurs du pétrole du Venezuela (FUTPV), élu de la liste Courant de classe, unitaire, révolutionnaire et autonome (C-cura), qui s'oppose aux bureaucrates chavistes de la FUTPV.

En 2002, quand les dirigeants de PDVSA ont tenté de renverser Hugo Chavez en bloquant la fabrication et la distribution d'essence, Bodas et les ouvriers de la raffinerie de Puerto la Cruz s'étaient mobilisés contre ce putsch patronal. Pendant deux mois, les travailleurs, à l'initiative de Bodas, avaient géré l'entreprise et fait ainsi l'expérience que les travailleurs peuvent faire tourner une usine sans patron.

On cherche à l'écartier parce que son courant d'opposition défend les droits des travailleurs, dénonce la gabegie de la gestion de PDVSA et l'opportunisme des bureaucrates qui ont accepté la baisse des salaires et le non respect de la convention collective, ce qui a contribué à plonger les travailleurs dans la misère.

C'est un exemple de plus des attaques du patronat et du régime chaviste contre les ouvriers combattifs. Chez PDVSA et dans d'autres entreprises publiques, des travailleurs ont été licenciés ou obligés de partir en retraite.

Les chavistes ont fermé les yeux sur des attaques identiques dans le secteur privé et répriment la population en lutte pour la nourriture ou le maintien des services publics.

Cette menace de licenciement à l'encontre de José Bodas entraîne une mobilisation du C-cura dans le pays et une campagne internationale de défense de ce camarade. Lutte ouvrière s'associe à cette protestation.

**Jacques Fontenoy**

*La campagne internationale peut être contactée sur le site : <http://laclase.info/>*



LACLASE

## RDC : l'épidémie d'Ebola a déjà fait 2 000 morts

**L'épidémie d'Ebola, qui dure depuis août 2018 en République Démocratique du Congo (RDC), a déjà fait 2 000 morts, sur 3 000 personnes contaminées.**

Cette fièvre hémorragique est particulièrement grave à cause du taux de mortalité très élevé, le décès survenant de plus quelques jours à peine après l'infection. C'est la deuxième plus grave épidémie, après celle de 2013-2014, qui avait fait plus de 11 000 morts, surtout en Guinée, en Sierra-Leone et au Liberia. Mais comme le virus n'a touché pour l'instant que des pays pauvres d'Afrique, la recherche médicale a été très lente. De plus, le réseau de santé est démuné, les centres de santé sont trop peu nombreux et manquent de personnel, de matériel, de médicaments même de base.

Mais les progrès de la maladie ne viennent pas que des problèmes sanitaires.

Le nord-est de la RDC, où s'est propagé le virus, est une région dont le sous-sol regorge de minerais comme

l'or ou l'étain. Dans tout le pays, près de 130 groupes armés se disputent le contrôle des mines et des routes, et prélèvent leur dîme sur le commerce des minerais avant qu'ils soient accaparés par les trusts miniers. La France a une responsabilité particulière dans cette situation, car elle a exfiltré, en 1994, les miliciens génocidaires du Rwanda vers le Kivu congolais, où ils ont constitué une partie des bandes armées qui sévissent actuellement.

La domination de ces milices rend difficile et risqué le déplacement des malades jusqu'aux centres de santé, souvent éloignés. Aussi le virus voyage-t-il beaucoup plus vite que le remède.

La population est méfiante vis-à-vis des autorités qui ont abandonné la région aux mains des groupes armés, laissé les équipements

de santé, d'éducation, d'électricité ou d'eau potable à l'abandon. Mais elle l'est aussi vis-à-vis des ONG qui arrivent avec de l'argent et des Jeep dans une région jusque-là à l'abandon. Beaucoup de gens refusent de se faire vacciner par peur de servir de cobayes à des firmes pharmaceutiques sans scrupules, ou qu'on leur inocule tout simplement le virus.

En visite en RDC à partir du 31 août, Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a déclaré que « la meilleure réponse au terrorisme et à la violence, c'est le développement », évoquant les jeunes tentés par les groupes armés faute d'emplois. Un comble de la part d'un représentant des grandes puissances qui sont responsables du sous-développement et du pillage des richesses congolaises par les multinationales!

**Hélène Comte**